

MALDIVES

Le président doit agir maintenant pour mettre fin au cycle de la répression systématique

Index AI : ASA 29/004/2003
ÉFAI

Mardi 23 septembre 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au cours du week-end des 20 et 21 septembre 2003, l'ampleur de la protestation civile à Malé et le fait que les manifestants ont visé des bâtiments gouvernementaux étroitement liés à des atteintes endémiques aux droits humains, mettent en évidence la colère de la population eu égard aux violations flagrantes de ses libertés fondamentales.

« Face à la récente vague de protestations, le président Maumoon Abdul Gayoom doit prendre de toute urgence des mesures visant à mettre fin à la répression systématique des militants politiques pacifiques et à réformer radicalement le système de justice pénale afin de préserver les droits humains de la population », a déclaré Amnesty International.

La torture systématique et les procès iniques, les abus de pouvoir imputables aux forces de sécurité et l'absence de frontières claires entre le pouvoir exécutif et judiciaire, sont autant d'éléments décisifs qui ont déclenché la protestation civile du week-end dernier.

« En rejetant à maintes reprises les rapports sur les atteintes aux droits humains perpétrés aux Maldives, le gouvernement du président Gayoom a permis aux auteurs de continuer d'agir en toute impunité, ce qui a véritablement perpétué le cycle de la répression. La population a alors perdu confiance dans les institutions étatiques en ce qui concerne la protection de ses droits fondamentaux. Il est grand temps que les autorités gouvernementales assument leur responsabilité et reconnaissent qu'elles n'ont pas assuré la protection ni la promotion des droits humains », a souligné Amnesty International.

Les 20 et 21 septembre, au moins trois prisonniers ont été tués et une dizaine d'autres blessés par la Sécurité nationale à la prison de Maafushi. Ce n'est que le dernier volet d'une longue série de violations des droits humains perpétrés par

la Sécurité nationale, placée sous le commandement du président.

Amnesty International demande au gouvernement des Maldives de mener une enquête approfondie, compétente et véritablement indépendante et impartiale sur le meurtre des prisonniers de Maafushi et de veiller à ce que les responsables soient traduits en justice. Cette enquête doit se faire dans la transparence et se conformer aux engagements internationaux en matière de droits humains.

L'organisation relève que le président Gayoom a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'homicide présumé de l'un des prisonniers, Hassan Enaam Naseem, par des membres de la Sécurité nationale. Toutefois, la portée des investigations est limitée à la mort d'un seul détenu. Le gouvernement n'a pas annoncé d'enquête sur la mort des autres prisonniers ni sur les coups de feu tirés par les membres de la Sécurité nationale à la prison de Maafushi.

En outre, il semble que le président Gayoom soit trop impliqué dans l'enquête, ce qui pourrait nuire au caractère indépendant de celle-ci. Lorsqu'il est apparu à la télévision le 20 septembre pour appeler au calme, il a promis « une enquête exhaustive » sur la mort de l'un des détenus, tout en ajoutant : « La Commission présidentielle chargée de diligenter l'enquête est une commission indépendante et ne sera pas soumise à l'influence d'une quelconque autorité gouvernementale. » Pourtant, il a fait clairement savoir qu'il donnerait « personnellement » et « sans aucun intermédiaire » des « directives » à la Commission.

« Une enquête réellement indépendante doit s'affranchir de toutes les autorités gouvernementales, y compris du président », a ajouté Amnesty International.

Par ailleurs, l'organisation s'inquiète de ce que les autorités ont lancé une vague d'arrestations arbitraires. Déjà, plus d'une dizaine de personnes ont été appréhendées et on craint que les interpellations ne se poursuivent. Parmi les personnes embarquées figureraient des enfants.

De surcroît, l'organisation de défense des droits humains est préoccupée par les sévères mesures de représailles que risque de prendre le gouvernement contre les détenus de la prison de Maafushi. Selon certaines sources, beaucoup ont été enchaînés ou privés de nourriture pendant

plus d'une journée à la suite de ces événements. Nombre de détenus auraient été transférés pour interrogatoire de Maafushi au centre de détention de Dhoonidhoo, tristement célèbre pour les actes de torture et les mauvais traitements qui y sont infligés aux prisonniers.

Rappel des faits

Il y a plusieurs jours, une rixe a éclaté entre deux co-détenus de la prison de Maafushi. L'un des prisonniers, Hassan Enaam Naseem, aurait frappé un policier qui tentait d'intervenir. Conduit hors de la prison par des membres de la Sécurité nationale, Naseem a été roué de coups et aurait succombé le 19 septembre aux blessures qu'il avait reçues.

La Sécurité nationale aurait gardé le silence et tenté de l'enterrer en secret. Cependant, la nouvelle de sa mort est parvenue jusqu'à d'autres détenus et sa famille – ce qui a mis le feu aux poudres à la prison de Maafushi et déclenché des protestations dans la capitale, Malé, où Naseem aurait dû être inhumé.

Selon certaines informations, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les prisonniers avec des fusils d'assaut AK47, faisant une autre victime, Abdulla Amin, mort de blessures par balles semble-t-il le 20 septembre. Plus d'une dizaine de prisonniers ont été blessés lors de la fusillade, dont certains sont dans un état critique.

Au soir du 22 septembre, au moins 12 détenus gravement blessés par balle avaient été transférés par avion à Colombo, au Sri Lanka voisin, pour y recevoir des soins. L'un d'entre eux, qui avait reçu plusieurs balles dans la poitrine, a succombé à l'hôpital de Colombo, ce qui porte pour l'instant à trois le nombre de morts. Blessé par balle au ventre, un autre détenu a été placé en service de soins intensifs. Il n'a pas été possible de rendre visite aux autres prisonniers blessés.

C'est la première fois que des protestations sont signalées à Malé sous la présidence de Maumoon Abdul Gayoom. Les manifestants ont attaqué des bâtiments gouvernementaux. Le bureau du Service des élections aurait été incendié, le bâtiment du parlement a été endommagé par des jets de pierres et des documents de la Haute Cour ont été détruits par la foule en colère. Elle aurait mis le feu à au moins deux postes de

police. Aucun mort ni blessé n'a été signalé lors de ces émeutes ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>